

Tour de Vissoie, par Raphaël Ritz (1829-1894). Musée de la Majorie à Sion

La commune de Vissoie de 1798 à 1904

Le régime féodal, en Valais, prit fin avec la Révolution de 1798. Les mandataires des communes du Bas-Valais en profitèrent pour proclamer leur indépendance. Une assemblée provisoire des représentants de toute la vallée du Rhône s'ouvrit à St-Maurice le 16 mars suivant pour élaborer une nouvelle constitution. En dépit des soulèvements de mai 1798 et 1799, le Valais continua à faire partie de la République helvétique.

Au printemps 1802, voyant que son plan d'annexion du Valais à la France avait échoué, Bonaparte fit proclamer le pays république indépendante, sous la protection de la France, de l'Italie et de la Suisse.

En 1810, le Valais fut incorporé à la France sous le nom de Département du Simplon. La chute de Napoléon en 1813 lui rendit la liberté. Notre pays entra dans la Confédération en 1815. Cependant, le Haut-Valais continuait à exercer sa prédominance sur le Bas. Celui-ci, de 1830 à 1839, travailla à obtenir une représentation proportionnelle à la diète. Après cette date, plusieurs constitutions éphémères virent le jour en Valais, d'inspiration tantôt libérale, tantôt conservatrice.

I. Le territoire de la commune de Vissoie

Les limites du territoire de la commune de Vissoie ont beaucoup varié durant la période qui va de 1798 à 1904. Jusqu'en 1798, aucun plan ne permet de les indiquer exactement. Il est toutefois possible de les reconstituer grâce aux données que nous possédons sur l'organisation de la vallée d'Anniviers à cette époque et sur la situation des biens dont la confrérie du St-Esprit d'Anniviers tirait des redevances¹.

Dès 1327, la vallée était divisée en quatre quartiers : Vissoie, constitué par les communes de Vissoie, de Comba, des Fras et de Pinsec ; Ayer, comprenant celles d'Ayer et de Mission ; Grimentz, formé par celles de Grimentz et de St-Jean ; et enfin, St-Luc dont faisaient partie celles de St-Luc et de Chandolin².

En conséquence, les limites de la commune de Vissoie devaient être : au nord, le territoire de la commune de Chandolin ; au levant, celui de la commune de St-Luc ; au sud, celui de la commune de Comba ; et au couchant, la Navisence (fig. 1).

Mais le quartier de Vissoie estimant sa population trop faible pour supporter les frais des campagnes militaires de 1798 et d'autres charges et corvées, demanda au Conseil de la vallée sa suppression. Elle lui fut accordée le 10 novembre 1798. La vallée d'Anniviers fut alors divisée en trois tiers : le tiers d'Ayer, for-

¹ Les livres des créances de la confrérie du St-Esprit, dont le dernier date de 1675 et va jusqu'en 1766, nous apprennent, par exemple, que les Jenvers, la Vorpillièrre, les Lijannes en l'alpe d'Ortsiva se trouvaient dans le quartier de Vissoie (Vissoie, archives de la vallée d'Anniviers, dans la chapelle du château (Cité : *An.* 51, p. 17 ; 182, pp. 2, 13). Les documents de ce fonds sont numérotés de façon continue de 1 à 659 et ils sont généralement répartis par paquets de 10 unités.

² *Armorial Valaisan* (cité : *Armorial*), Zurich, 1946, p. 285, art. *Vissoie* ; Archives cantonales du Valais, à Sion (cité : *AV*), *Confinia* (Délimitations) (cité : *CF*), thèque 19, dossier concernant la constitution de Vissoie en commune, fascicule 1, No 4, p. 1.

mé par la commune d'Ayer - Mission - Comba ; le tiers de Grimentz, composé des communes de Grimentz — Vissoie formant un demi tiers — et de St-Jean-Fras-Pinsec ; le tiers de St-Luc, constitué par la commune de St-Luc-Chandolin.

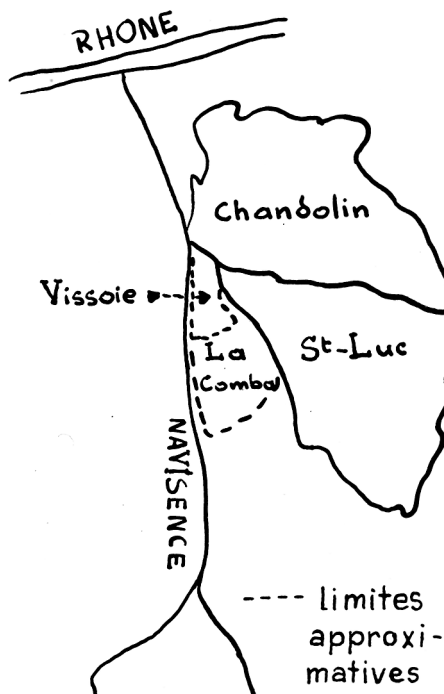


Fig. 1 — Avant 1798

La commune de Vissoie, comprenant 15 communiens, se réunit avec tous ses avoirs à la commune de Grimentz, par acte du 15 avril 1798³. Elle était limitée : au nord, par la commune de St-Luc-Chandolin et par celle de St-Jean, par rapport à Grimentz ; à l'est, par les communes de St-Luc-Chandolin et d'Ayer ; au sud, par la commune d'Ayer et à l'ouest, par les communes d'Evolène, à la Dent Blanche, de St-Martin, au Pas de Lona, et par la Navisence, par rapport à Vissoie (fig. 2).

Il en fut ainsi jusqu'en 1810, année où Vissoie devint une mairie du département du Simplon. Cette mairie était le chef-lieu d'une commune qui englobait tous les villages de la vallée,

³ AV, CF, thèque 19, fasc. 1, No 4, pp. 1-5. An., liasse de papiers concernant le premier procès de séparation de Vissoie d'avec Grimentz (1814-1820) (cité : *Sép.*) 1, No 6.

à l'exception de ceux de St-Luc et de Chandolin, qui constituaient une mairie propre. La mairie de Vissoie avait deux sections : Ayer et Grimentz⁴.

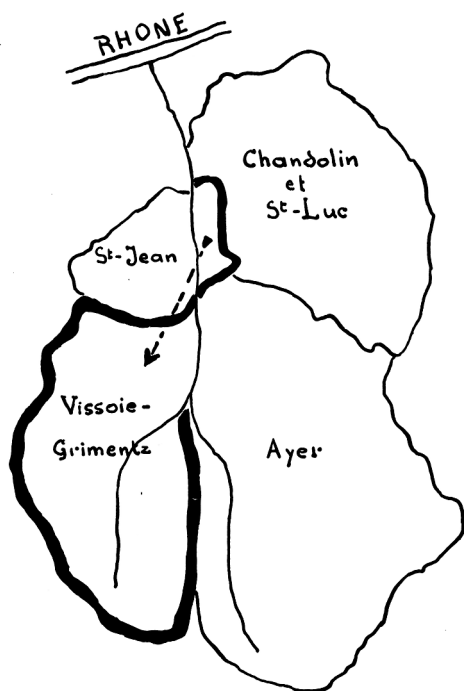


Fig. 2 — 1798-1810 et 1814-1820

La mairie de Vissoie confinait : au nord, aux mairies de Chalais et de St-Luc ; à l'est, à la mairie de St-Luc, aux communes d'Unterems, au Roc de Boudri et aux Diablons ; de Randa, au Weisshorn, de Täsch, au Zinalrothorn ; à la commune de Zermatt, à l'Obergabelhorn, au sud ; et aux communes d'Evolène et de St-Martin, à l'ouest.

Anniviers comptait cinq communes en 1814 : Ayer, Grimentz, Vissoie, St-Jean, St-Luc et Chandolin et six en 1820, Vissoie s'étant détachée de Grimentz.

Les limites étaient donc celles d'avant le 10 avril 1798, sauf, au nord, où la nouvelle commune de Vissoie, comme d'ailleurs la commune de Vissoie - Grimentz de 1814-1820, confinait à celle de Chandolin et, au sud, où elle s'agrandissait du territoire de l'ancienne commune de Comba détachée d'Ayer.

⁴ An. 276, 280, 286, 356, 380. — En 1811, la mairie de Vissoie tenta de s'annexer le hameau de Fang, qui relevait de la mairie de St-Luc. Celle-ci protesta et eut gain de cause. (An. 301, 302 a-i.).

A la suite des transactions des 2 mai et 20 juin 1824, la commune de Vissoie remit une moitié de sa « police » à la commune de Grimentz et l'autre moitié à celle d'Ayer⁵. Dès lors, les limites de la commune Vissoie - Grimentz furent : au nord,

⁵ *Armorial*, p. 285, art. *Vissoie*. — Aussitôt après la Restauration, le village de Vissoie chercha à se séparer de la commune de Grimentz. Mais ce ne fut que le 21 avril 1817 qu'il introduisit auprès des tribunaux civils une demande en séparation. La solution fut retardée par de nombreux incidents. Dix communiens, soit la majorité des communiens composant l'ancienne commune de Vissoie, lassés de poursuivre leur action devant le for saisi, introduisirent, en date du 3 juin 1819, une action en séparation devant le for du contentieux de l'administration alléguant « qu'ils ne pouvaient plus rester unis avec la commune de Grimentz, avec laquelle ils vivaient en état de discussion ». La commune de Grimentz s'opposa à la séparation parce que, à son avis, la réunion n'avait eu lieu qu'en exécution d'une mesure générale « par laquelle la vallée entière avait décidé de s'organiser en trois tiers ». D'ailleurs, cette séparation présentait de grands inconvénients du fait que plusieurs anciens communiens de Grimentz s'étaient fixés depuis 1798 à Vissoie et y avaient acquis des propriétés. »

Les 22 janvier et 5 février 1820, 14 communiens de Comba firent une démarche à l'Etat pour demander le rétablissement de cette commune. Ils déclaraient cependant consentir à être incorporés à Vissoie si le Conseil d'Etat le jugeait à propos. Consultées à ce sujet, « les communes d'Ayer et de Mission », dont dépendait Comba, autorisèrent ce hameau à se détacher d'elles pour se réunir à Vissoie. Par acte du 14 avril 1820, les anciens communiens de Vissoie admirent l'incorporation de la Comba et, le 11 juillet, le Grand Conseil prit un arrêté érigeant Vissoie en commune indépendante dans l'étendue du territoire qu'elle occupait en 1798. Le territoire de l'ancienne commune de Comba fut incorporé à la nouvelle commune de Vissoie. En faisaient partie : « les citoyens originaires de Grimentz domiciliés à Vissoie », six hommes reçus communiens pendant la réunion et un certain nombre de communiens de Grimentz. Toutefois, on devait veiller « à ce que la majorité restât aux anciens communiens de Vissoie et de Comba ». Toute question litigieuse serait réglée par trois arbitres et par le Conseil d'Etat.

La commune fut constituée le 30 juillet 1820. Bientôt la majorité voulut priver la minorité de toute participation aux avantages réels et politiques de la nouvelle commune. Il y eut des scènes regrettables entre les anciens et les nouveaux communiens. L'Etat intervint, mais ses conseils ne furent pas entendus et ses ordres repoussés d'une manière si publique que, le 5 avril 1823, l'Etat porta plainte au tribunal correctionnel du dizain de Sierre pour actes d'indiscipline et de révolte. Les anciens communiens de Vissoie osèrent même adresser un mémoire-libelle au Conseil d'Etat, le 23 octobre 1823, l'accusant d'abus de compétence et de pouvoir, et de violation de l'acte constitutionnel. Ils firent également appel à la diète menaçant, s'ils n'étaient pas écoutés, de chercher justice en dehors du pays. Indignée, la diète déclara inconstitutionnel le recours des anciens communiens de Vissoie et de leurs adhérents pour la bonne raison que le contentieux de l'administration « étant du for du Conseil d'Etat », il ne pouvait y avoir d'appel. Aussi laissait-elle au Conseil d'Etat le soin d'obtenir « une réparation solennelle et proportionnée à l'offense ».

Le 3 mars 1824, les anciens communiens de Vissoie consentirent à la nomination des arbitres qu'ils avaient toujours refusés jusqu'alors et, finalement, en date du 2 mai, pour éviter un procès, la commune de Vissoie céda la moitié de sa police, c'est-à-dire la juridiction et l'administration, à la commune de Grimentz et, le 20 juin suivant, elle abandonna l'autre moitié de sa juridiction à la commune d'Ayer. *An., Sép.* 1, N° 44 ; *AV, CF*, thèque 19, fasc. 1, N° 2, pp. 2 et 5 ; fasc. 1, N° 4, pp. 5-11 ; N° 5 ; fasc. 2, N° 17.

la commune de St-Luc, par le hameau de Fang, jusque vers 1850 ; ensuite, la commune de Chandolin et la commune de St-Jean. Aux autres points cardinaux, elles restaient les mêmes que de 1798 à 1810 et de 1814 à 1820. Voici les limites de la commune de Vissoie - Ayer : au nord, la commune de St-Luc, puis

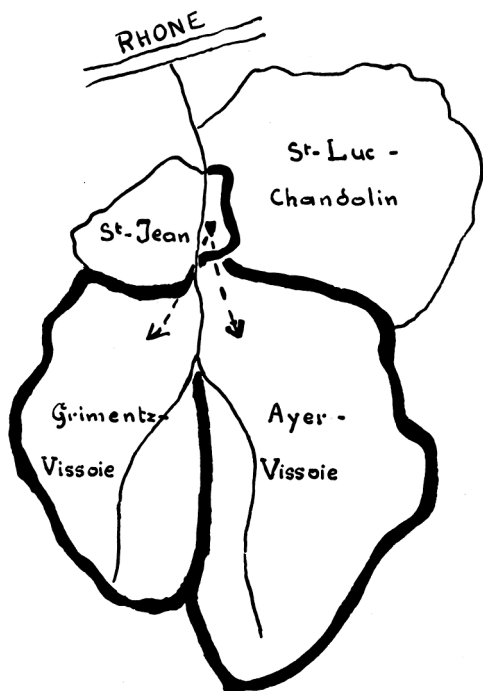


Fig. 3 — 1824-1904

celle de Chandolin, ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus ; à l'est, la commune d'Oberems - Unterems de 1824 à 1846 et d'Oberems, par la suite ; les communes de Randa et de Täsch, aux sommités mentionnées plus haut ; au sud, la commune de Zermatt et, à l'ouest, la commune de Grimentz et la Navisence, par rapport au village de Vissoie ⁶ (fig. 3).

⁶ AV, fonds Tamini, thèque N° 1, abbé Erasme Zufferey, 42 cahiers manuscrits numérotés de 1 à 42. Les cahiers 1 à 14 ont été publiés sous le titre : *Le Passé du Val d'Anniviers*, Ambilly-Annemasse, 1927, 406 pp. Nous citons les cahiers inédits : (Zufferey, cahiers) 37, p. 24 ; 40, p. 26. Leo Meyer, *Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900*, dans *Travaux statistiques du canton du Valais*, 1907. Ed. par l'Union des statistiques officielles et de la Société suisse de statistique, Berne, Stämpfli, 1908, (cité : Leo Meyer), pp. 44, 50, 58.

Un décret du Grand Conseil du 28 novembre 1904 érigea le village de Vissoie en commune indépendante avec les limites suivantes :

« Au nord, le territoire de la commune de Chandolin, dès la Navisence jusqu'à une borne située au bord du dévaloir de Lotton, en amont de la route d'Anniviers ; au levant, le territoire de la commune de St-Luc, dès la borne sus-mentionnée en suivant les rochers de Cruisettes, la Ruelle Chevallière, jusqu'à une croix, et de là, dans la direction du sud-ouest, à la borne plantée entre la dite Ruelle et l'aqueduc (bisse) de Rozec ; de là, le territoire suit l'aqueduc de Rozec jusqu'aux deux bornes dont la première est sise au sud de cet aqueduc et la seconde, au nord du torrent de Moulin, pour rejoindre ensuite le dit torrent à l'est et remonter un dévaloir dans lequel se trouve une borne, puis une croix au-dessus du Bisse-Neuf ; au sud, le territoire de la commune d'Ayer dès la dernière croix mentionnée ci-haut et allant à une borne située au-dessous du Bisse-Neuf, de là à une autre borne qui se trouve à Tende, puis redescendant jusqu'au pied du monticule de Tende en longeant celui-ci au sud, jusqu'à la borne de la Croix des Envers et de là à la Navisence ; au couchant, la Navisence⁷ ».

⁷ Décret du Grand Conseil du 28 novembre 1904 concernant l'érection du village de Vissoie en commune séparée de celles d'Ayer et de Grimentz, dans *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais* (cité : RL), t. 20, pp. 380-385.

Le 18 mai 1897, 83 habitants — 69 signatures seulement furent reconnues valables — (AV, CF, thèque 19, fasc. 2, N° 74, p. 3) de Vissoie et de Comba adressaient au Grand Conseil une pétition demandant l'érection de ce village et de ce hameau en commune indépendante (*Ibid.*, fasc. 1, N° 1 et 2). Vissoie, localité importante, chef-lieu d'une grande paroisse, disaient les pétitionnaires, n'a pas de gouvernement propre. Mais elle est placée entièrement « dans la dépendance de deux communes ou plutôt de deux bourgeoisies, celles d'Ayer et de Grimentz ». Elles ne sont pas organisées en municipalité. Pratiquement, la majorité des habitants de Vissoie étant bourgeois d'autres communes ne jouissent pas « des droits, du bienfait et des responsabilités fécondes de la démocratie communale » (*Ibid.*, fasc. 1, N° 2, p. 3). La commission chargée d'étudier cette requête, après avoir proposé aux assemblées primaires intéressées, en 1898, la fusion des communes d'Ayer, de Grimentz et de St-Jean, en 1900, un projet d'organisation de la future commune Ayer-Grimentz-St-Jean, en 1901, le partage du village de Vissoie entre les communes d'Ayer et de Grimentz, en 1903, un projet d'organisation de la future commune Ayer-Vissoie, se prononça le 17 octobre 1904 en faveur de l'érection de Vissoie en commune indépendante, avec bourgeoisie (*Ibid.*, fasc. 1, N° 7, 8, 9, fasc. 2, N° 74, pp. 7-16, fasc. 2, N° 17 ; N° 64, 77).

II. La population de la commune

On peut savoir, grâce aux recensements des XVIII^e et XIX^e siècles, quelle était la population de la commune de Vissoie à partir de 1798.

Le premier de ces recensements date de novembre et décembre 1798. Nous apprenons que la commune de Vissoie - Grimentz comptait 340 habitants, soit 165 pour Vissoie et 175 pour Grimentz ¹.

Le recensement de 1802, ordonné par la loi du 4 septembre, relève que la population de la commune de Grimentz, dont dépendait Vissoie, était de 523 âmes. Dans ce chiffre était comprise la population de la commune de St-Jean, population qui s'élevait à 209 habitants. Il s'ensuit donc que celle de la commune de Vissoie - Grimentz était de 314 ².

En 1811, le préfet du département du Simplon, Derville-Maléchar, ordonna aux maires le recensement de tous les domiciliés de leur commune. Le maire de Vissoie lui annonça que la sienne, formée des villages de Vissoie, de Comba, Mission, Ayer, Grimentz, St-Jean, Mayoux, Fras et Pinsec, avait une population actuelle de 1.098 habitants, dont 273 garçons, 320 filles, 208 hommes et femmes mariés, 33 veufs, 56 veuves, et une population totale de 1.114 âmes en ajoutant « 16 militaires aux armées » ³.

Le 20 décembre 1816, la diète du canton du Valais décida un nouveau recensement. On y constate que la commune de Vissoie - Grimentz - Ayer comptait 1.074 habitants. Ce résultat est fort contestable : en 1814, nous l'avons vu, les communes d'Ayer, de Grimentz et de St-Jean redevinrent indépendantes, tandis que Vissoie restait unie à Grimentz ⁴.

¹ Leo Meyer, *op. cit.*, pp. 4, 21. De 1789 à 1833, il est souvent question dans les documents du président de la « vallée d'Anniviers » (AV, CF, thèque 19, fasc. 1, N° 4, p. 2. Vissoie, archives paroissiales, Registres (Cité : *Reg.*) des mariages de l'année 1833). Cette fédération n'avait qu'un caractère privé et elle n'a pas été faite, comme on le prétend couramment, afin de fournir moins de soldats aux armées de Napoléon (AV, Zufferey, cahier 33, p. 30 ; cahier 35, p. 26). Aussi, les recensements nous donnent-ils le chiffre de la population des communes et non de toute la vallée.

² Leo Meyer, *op. cit.*, pp. 26, 27. Se basant sur cette donnée, l'*Armorial Valaisan* (p. 226, art. *St-Jean*) conclut à tort que la commune de St-Jean, en 1802, était réunie à la commune de Vissoie - Grimentz. Leo Meyer, *op. cit.*, p. 77, indique le résultat du recensement de la commune de St-Jean et Erasme Zufferey donne le nom de son président en 1804 (Zufferey, cahier 33, p. 25).

³ Leo Meyer, *op. cit.*, p. 32.

⁴ *Ibid.*, pp. 35, 37. Voir I, note 5.

Le recensement de 1821 fut ordonné par la diète « pour rectifier les contingents d'hommes que chaque commune fournit aux milices nationales ». La commune de Vissoie, devenue indépendante en 1820, ne comptait que 56 bourgeois ⁵.

Le recensement de 1829, relatif aux droits de bourgeoisie et de communauté, indique pour la commune d'Ayer-Vissoie, 665 communiens et 13 patriotes domiciliés, soit une population totale de 678 habitants et, pour la commune de Grimentz 247 communiens et 6 patriotes, soit 253 âmes en tout ⁶.

Du recensement de 1837, ordonné par la diète fédérale pour déterminer le contingent en hommes et en argent que chaque canton devait fournir à la Confédération, il ressort que la commune d'Ayer-Vissoie avait une population totale de 703 habitants : « 679 communiens du lieu de leur domicile, 2 d'autres communes du canton, 10 Valaisans absents du pays et 12 étrangers en demeure temporaire ». La population de la commune de Grimentz s'élevait à 309 habitants : « 240 communiens domiciliés, 1 communiier d'une autre commune et 1 Valaisan absent du pays ⁷ ».

En 1846, eut lieu le recensement prescrit par la constitution de 1844 pour servir de base à la représentation des communes et des dizains. La commune d'Ayer y accusait 669 bourgeois ou communiens, 11 Valaisans absents du pays, soit une population totale de 680 âmes. La commune de Grimentz comptait 238 bourgeois ou communiens ⁸. Dès 1850, le recensement de la population se fit, sauf en 1888, chaque dix ans. De 1850 à 1900, la commune de Grimentz avait 230 habitants en 1850, 227 en 1860, 255 en 1870, 224 en 1880, 325 en 1888, 353 en 1900. Lors de ces recensements, la commune d'Ayer comptait 700 âmes en 1850, 769 en 1860, 737 en 1870, 818 en 1880, 752 en 1888, 789 en 1900 ⁹.

On aimerait aussi savoir quelle était la population de Vissoie seule au début du XIX^e siècle ; si elle a augmenté ou diminué au cours du XIX^e siècle. Les documents sont muets sur ces divers points. Ils nous apprennent seulement qu'en 1829 Vissoie comptait peut-être 280 habitants, 280 en 1898 et 306 en 1904 ¹⁰.

⁵ Leo Meyer, *op. cit.*, pp. 43, 44.

⁶ *Ibid.*, pp. 47, 50. Le terme de patriote s'appliquait, d'une façon générale, à tous ceux qui étaient ressortissants du Valais (Paul de Courten, *La commune politique valaisanne*, Sion, 1929, p. 5).

⁷ Leo Meyer, *op. cit.*, pp. 55, 59.

⁸ *Ibid.*, pp. 63, 67.

⁹ *Ibid.*, p. 77.

¹⁰ AV, CF, thèque 19, fasc. 1, N^o 6, p. 8 ; fasc. 2, N^o 34. — L'original du recensement de 1829 (AV, Département de l'Intérieur, recensement de 1829, t. 7, ff. 104-116 et 128-132) accuse 280 personnes habitant Vissoie.

III. Autorités communales

Avant 1798, la commune de Vissoie, comme les autres communes d'Anniviers, avait sa juridiction, sa maison communale et ses biens communaux. Le village se groupait autour de ses procureurs, constituant une entité communale dans le sein de la grande communauté d'Anniviers. Les chefs de famille de la communauté se réunissaient dans leur village pour s'occuper de leurs intérêts propres. On discutait en plein air des affaires administratives, des règlements locaux, de la nomination des procureurs qui s'engageaient à gérer consciencieusement leurs charges et rendaient leurs comptes à l'expiration de leur mandat.

Les procureurs et le vice-châtelain de la vallée surveillaient la gestion du ménage communal et l'observation des règlements. Le sautier communal convoquait les assemblées et remplissait des messages pour les autorités.

La justice, en première instance, était exercée par le châtelain ou son lieutenant, le vice-châtelain, représentant de l'évêque, chef temporel de la vallée. Le châtelain était assisté de son sautier, appelé sautier du châtelain ou de la vallée, et de plusieurs jurés¹.

La constitution helvétique du 15 janvier 1798 prévoyait une assemblée primaire composée de citoyens et de fils de citoyens, âgés de 20 ans et habitant depuis cinq ans dans la commune. Ils étaient appelés à choisir chaque année les membres du collège électoral du canton, à raison d'un électeur sur 100 votants. La loi du 15 février 1799 instituait dans chaque commune une assemblée générale de tous les citoyens actifs établis depuis cinq ans. Elle nommait la municipalité².

Les archives permettent de constater encore que les communiens de la nouvelle commune Vissoie - Grimentz recevaient de nouveaux membres dans leur corporation³.

¹ *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* (cité : DHBS), t. 7, Neuchâtel, 1921, p. 340, art. Anniviers. — J.-E. Tamini, *La châtellenie épiscopale d'Anniviers de 1467 au nouveau régime 1798*, dans *Annales valaisannes*, 2^e série, t. 2, (1931-35), pp. 369-373. — Dès 1571, la commune de Vissoie disposait d'une maison communale (J.-E. Tamini, *op. cit.*, p. 373).

² DHBS, t. 4, pp. 25-60, art. *Helvétique (République)*. — Andreas Heusler, *Schweizerische Verfassungsgeschichte*, Bâle, 1920, pp. 310 et 313 : le collège électoral élisait les députés à l'assemblée législative, les membres du tribunal suprême, les juges du tribunal cantonal, les membres de la Chambre administrative. — Strickler, *Aktensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik*, t. 1, Berne, 1887, pp. 573-574, N° 2, *Constitution helvétique du 28 mars 1798*, art. 28 à 34 et *Gesetz über die Municipalitäten und Gemeindeverwaltung* (15 février 1799), t. 3, pp. 1158-1162, N° 312, art. 1, 8, 37, 45 et suiv.

³ *An. Sép.* 1, N° 1.

La municipalité comprenait trois à onze membres, dont un président et un secrétaire ⁴.

La commune de Vissoie - Grimentz avait en 1800, un président : Antoine Crettaz de Vissoie ; deux municipaux : François-Xavier-Louis et Jean Vissen ; un secrétaire municipal, Jean-Baptiste Zapella, et un régisseur, Joseph Loye ⁵.

La justice relevait du juge de paix. En vertu de l'acte de réunion du 15 avril 1798, la commune de Vissoie - Grimentz adjoignait au juge de paix deux assesseurs constitutionnels, « outre le curial et le sautier, conjointement avec deux autres chargés d'affaires qui recevront tous les intérêts de cette nouvelle commune et auront toute la vigilance des limites territoriales, soin des bois, police sur les bêtes causant dégât, visites des cheminées et chemins tant de la ci-devant commune de Grimenzi que de Vissoie » ⁶.



La constitution du 30 août 1802 admettait à l'assemblée primaire tout Valaisan âgé de 20 ans et domicilié depuis un an sur le territoire de la République. L'assemblée générale de la commune nommait les présidents, les syndics et les membres du conseil de la commune. Ces derniers ne devaient pas être plus de douze. L'assemblée générale déterminait encore la durée de leurs fonctions ⁷.

Elle avait lieu, dans la commune de Vissoie - Grimentz, le jour des Rogations. A cette occasion, les procureurs rendaient leurs comptes. Les bourgeois prenaient des décisions et avaient un repas en commun ⁸.

Le conseil communal administrait les biens communaux, déterminait les dépenses, répartissait les charges et portait des règlements de police locale. Les chefs du conseil de la commune

⁴ DHBS, t. 4, p. 59.

⁵ Grimentz, archives bourgeoises, D 72. — AV, Zufferey, cahier 32, p. 34. — Le nom de famille du municipal François-Xavier-Louis n'est pas indiqué dans nos sources.

⁶ AV, CF, thèque 19, fasc. 1, N° 4, p. 4.

⁷ Constitution de la République du Valais du 30 août 1802, art. 19 et 25, dans RL, t. 1, 1^{re} éd., pp. IX et X.

⁸ Grimentz D 67. — An. Sép., 1, N° 5, p. 11. Ainsi, par exemple, le 9 mai 1804, « sur proposition faite par les chefs ou le conseil de la commune de Grimentz et de Vissoie, du consentement général des confrères », on porta un arrêté contre les gens querelleurs. — La lecture des comptes établis par les procureurs et le repas pris en commun sont des usages très anciens dans la vallée d'Anniviers et ils sont observés encore à l'heure actuelle.

exécutaient les lois et les règlements administratifs qui leur étaient adressés par le président du conseil du dizain⁹.

La commune de Vissoie - Grimentz eut, à notre connaissance, quatre présidents au temps du Valais indépendant. Ce sont :

Mathias Tabin de Grimentz, en 1804
Pierre Martin, en 1806

Joseph Urdieux de Vissoie, en 1807
Jean Vissen de Grimentz, en 1810¹⁰

Chaque commune pouvait avoir un juge de première instance, appelé châtelain. Nommé pour deux ans, mais toujours rééligible, il connaissait toutes les causes civiles portées devant lui¹¹.

La commune de Vissoie - Grimentz avait le même châtelain que les autres communes de la vallée. On devait aller devant lui le moins souvent possible car, selon une ancienne coutume, remise en vigueur par un arrêté pris par les chefs de la vallée le 27 septembre 1804, jour des prémices, il était interdit, sous peine de devoir payer une « demi-marenda à la communauté », de porter son différend devant le châtelain sans passer auparavant par le tribunal de réconciliation, composé des procureurs et du conseil de la commune. Ont été juges de la vallée d'Anniviers de 1802 à 1810 :

Pierre Martin, de St-Luc, « premier châtelain d'Anniviers
après la libération » (1802-1804)

Antoine Clivaz de St-Jean (1804-1806)

Pierre Epiney d'Ayer (1807)¹²



Au temps du département du Simplon, l'organisation communale était la même que dans le reste de l'empire français. Le maire était le dépositaire unique et exclusif de l'autorité administrative sous la surveillance du sous-préfet et du préfet. Il présidait le conseil municipal, le conseil de répartition des contributions et les administrations de bienfaisance. De lui rele-

⁹ *Constitution de la République du Valais du 30 août 1802*, art. 25 et 26, loc. cit., pp. X et XI.

¹⁰ *Grimentz C 92*. — *Vissoie*, archives paroissiales, Reg. des mariages, années 1807 et 1810.

¹¹ *Constitution de la République du Valais du 30 août 1802*, art. 60 et 63, loc. cit., p. XVII.

¹² *Grimentz D 67*. — *Vissoie*, archives paroissiales, Reg. des baptêmes, 1807 ; Reg. des mariages, 1802. An. 265 d. — AV, Zufferey, cahier 33, pp. 29 et 31.

vaient l'état-civil, la police, l'hygiène, l'administration des biens communaux, la conscription, l'organisation du culte, etc.¹³.

C'est Antoine Clivaz de St-Jean qui fut nommé maire de la commune de Vissoie. Il prêta serment le 31 mars 1811, lors d'une assemblée du conseil de la commune, convoquée par le président Georges Savioz. L'assemblée témoigna ensuite « son plein consentement avec enthousiasme et a répondu par quelques coups de « maskets » et des acclamations : Vive notre auguste Souverain et que Dieu veuille lui prolonger les jours ! » Le nouveau maire installa le conseil municipal le 2 juin suivant, après les offices paroissiaux. Président du conseil de répartition des contributions, il dut, avec le contrôleur des contributions directes, Al. Wolf, établir les rôles des contributions personnelles, mobilières et des patentes. Le contrôleur faisait rentrer ces divers impôts par le receveur ou percepteur du canton, M. Preux d'Anchettes sur Venthône. Ce dernier, qui avait également un aide en la personne d'Etienne Savioz, municipal, se plaignait fréquemment du peu d'empressement que les contribuables de la commune mettaient à venir s'acquitter de leur dû. Nous voyons donc, dans ce mode de perception, qu'il n'y avait pas à cette époque d'impôt communal. Cependant, le contrôleur des contributions venait de temps en temps « prendre » la caisse communale : il la vidait, après avoir laissé au maire le détail de son contenu. Le maire était aidé dans sa charge de président du conseil de répartition par cinq répartiteurs : Mathias-Alexandre Tabin, Gaspard Genoud, Etienne Crettaz, Georges Zuber, et Chrétien Rion. Il dut, dans les huit jours, les avertir de leur nomination que le préfet venait de faire, sur sa proposition. L'administration des biens communaux causa beaucoup de souci à M. Clivaz. Par ordre du préfet, il dressa l'inventaire des capitaux de sa commune. On apprend que celle-ci payait annuellement 48 fichelins de seigle au curé de la paroisse de Vissoie et 100 couronnes à son vicaire. Ces biens communaux, le maire devait les louer en les mettant à l'enchère. Quelle ne fut pas sa surprise de constater que les amodiations faites n'avaient pas été approuvées par le préfet ! Elles n'étaient pas conformes au modèle transmis par la préfecture.

Le maire de la commune de Vissoie payait le piéton, le facteur d'alors, chargé de « porter chaque semaine dans la commune les dépêches de la sous-préfecture aux maires et vice-versa ». Il délivrait les certificats, les passeports et les patentes. Juge de police, il pouvait prononcer des peines d'emprisonnement et

¹³ Jacques Godechot, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, Paris, 1951, pp. 517-520. — DHBS, t. 7, p. 20, art. Valais. An. 267, *Instructions données par le préfet du département de Seine et Marne aux maires du département*, 6^e édition, Paris, 1809, pp. 3-11, 34, 51, 65-119, 134-170. An. 266 a-j, 272, 281 a-h et *passim* et 399.

parfois, sur ordre du préfet, il corrigeait, donnait un avertissement aux citoyens dont la conduite laissait à désirer. Il devait aussi, sur ordre du préfet, prendre toutes les mesures « que sa sagesse et son zèle » lui suggéraient pour abolir les repas d'enterrement ou, du moins, pour diminuer le nombre des convives¹⁴.

L'adjoint remplaçait le maire empêché. Il exerçait son autorité en qualité de délégué du maire. Il pouvait y en avoir plusieurs¹⁵.

Il y en avait deux dans la municipalité de Vissoie : le premier, pour la section de Grimentz, Mathias Tabin, et le second, pour celle d'Ayer, Georges Zuber. Ils portaient aussi le nom de président de section. Tous deux prêtèrent leur serment au maire le 31 mars 1811¹⁶.

Le maire Clivaz savait à peine écrire. Aussi pria-t-il le Révérend Curé de Vissoie, Thomas-Etienne Gillet, de lui servir de secrétaire. Les gardes-champêtres, chargés de veiller « à la conservation des propriétés et des récoltes », étaient choisis par le maire de concert avec le conseil municipal. Ils prêtaient serment devant le juge de paix. Voici leurs noms : Joseph Massy, Benoît Crettaz, Joseph Labbé et Benoît Savioz. Les quatre recevaient ensemble un salaire annuel de 180 francs. Les gardes-forestiers étaient également au nombre de quatre et recevaient le même salaire que les gardes-champêtres. Ces derniers remplissaient encore la charge de garde-forestier parce que, de l'avis du maire qui les proposait au préfet, personne d'autre dans la commune n'avait les qualités requises par la loi¹⁷.

Le conseil municipal n'était pas une autorité. Les conseillers faisaient connaître au maire les besoins de la commune, exprimaient les besoins des habitants, donnaient leur avis sur le budget des dépenses, sur l'emploi des revenus communaux. Ils étaient désignés par le préfet sur proposition du maire¹⁸.

Le conseil de la commune de Vissoie se composait de dix membres en 1811 : Antoine Crettaz, Bernard Epiney, Jean Florey, Gaspard Genoud, Antoine Rion, Mathias Tabin de la section de Grimentz ; Etienne Savioz, Georges Savioz, Georges Theytaz, Georges Zuber de la section d'Ayer. Il subit quelques modifications l'année suivante : le sautier Massy de Grimentz, le président Rion, le président Savioz de Mayoux, « Lucie » Theytaz de Vissoie, le président Etienne Savioz, municipal et receveur, pour

¹⁴ An. 280, 281 c, 282 a, 283, 284, 303, 305 (5, 6, 8), 326, 333, 337, 342, 346-348, 350, 356, 358, 362, 363 a-g, 366, 367, 373, 382, 392-394, 398, 400, 402 b, 413, 468, 470, 473, 474, 485 b, 501, 515, 526 a, b.

¹⁵ An. 267, pp. 4-5 et 8.

¹⁶ An. 276, 280, 297.

¹⁷ An. 335, 341, 353, 365, 368, 384, 433, 462.

¹⁸ An. 267, pp. 7 et 8.

la section de Grimentz ; les conseillers Rever et Bernard Epiney, le curial Savioz, le président Genoud et le lieutenant Florey, pour la section d'Ayer ¹⁹.

Le juge de paix de Sierre avait autorité sur la commune de Vissoie. Un tribunal de première instance fonctionnait pour le département ²⁰.



La constitution du 12 mai 1815, complétée par la loi du 20 mai 1826 sur les nominations communales et désénales, prévoyait une assemblée générale composée de citoyens âgés de 18 ans accomplis. Elle nommait les conseillers communaux, les juges de commune et leur lieutenant sur une liste établie par les autorités en charge et un certain nombre de notables. Les notaires avaient la préférence pour l'élection du juge. Cependant, dès 1831, les assemblées primaires pouvaient nommer librement leur conseil communal ²¹.

L'assemblée primaire de la nouvelle commune de Vissoie se réunit le 30 juillet 1820, en présence d'un commissaire du Conseil d'Etat, en vue de constituer ses autorités. Celle de la commune de Vissoie - Ayer, en date du 8 juin 1824 prit une décision prohibant de se séparer de la commune sous peine de devoir payer une amende de 1800 livres ²².

Chaque commune avait un conseil nommé à vie ou pour douze ans, et pour six ans, dès 1831. D'après la loi du 20 mai 1826 sur les nominations communales et désénales, le nombre des conseillers était de trois au moins et de vingt-cinq au plus. Ils avaient mission d'administrer les biens communaux, d'arrêter les dépenses, de répartir les charges et de faire les règlements de police locale ²³.

Dans la commune de Vissoie - Grimentz, les conseillers « veillaient sur la police ». D'autre part, lors de la transaction du 2 mai 1824, la commune de Grimentz et le village de Vissoie décidaient de nommer chacun « deux membres pris hors de son sein, qui administreront la police sur l'ancienne commune de

¹⁹ An. 276, 280, 305, 3, 311, 356.

²⁰ An. 462. P.-A. Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, p. 590.

²¹ *Constitution du 12 mai 1815*, art. 7, dans *RL*, t. 3, 2^e éd., p. 3. — Andreas Seiler, *Histoire politique du Valais 1815-1844*, traduit de l'allemand par G. Ghika, dans *Annales valaisannes*, 2^e série, t. 7, 1949-51, pp. 458, 460 et 480.

²² AV, CF, thèque 19, fasc. 1, N° 4, p. 9. — Ayer, cahier N° 33.

²³ *Constitution du 12 mai 1815*, art. 10, loc. cit., p. 4. — *Loi du 20 mai 1826 sur les nominations communales et désénales*, art. 1 et 8, dans *RL*, t. 4, 2^e éd., pp. 99 et 100. — A. Seiler, op. cit., pp. 458-460.

Vissoie, sous la présidence d'un cinquième membre, pris alternativement, tous les deux ans, de l'une des deux communes. Le sort déterminera laquelle des deux aura la présidence en premier lieu ». Il ne nous a pas été possible de déterminer combien il y avait de conseillers dans la commune de Vissoie, ni le mode d'élection. Nous nous contenterons de donner la liste de ses présidents au temps où la constitution de 1815 fut en vigueur :

Président de la commune de Vissoie-Grimentz :

Théodule Rouvinez (1816—1821)

Président de la commune de Vissoie :

Pierre Theytaz de Comba (1820—1824)

Présidents de la commune de Vissoie-Grimentz :

Antoine Abbé (1824-1828)

Chrétien Monnier (1837)

Jean Zuber (1829-1835)

Joseph Rouaz (1838-1844)

Présidents de la commune de Vissoie-Ayer :

Jean Rever (1824-1825)

Jean Theytaz (1832)

Jean Theytaz (1827)

Jean-Joseph Theytaz (1835-1840) ²⁴

Bernard Crettaz (1830)

Chaque commune pouvait avoir un juge de première instance. Il était nommé pour deux ans et il était établi pour concilier et liquider les menus litiges. Les autres fonctionnaires étaient le secrétaire, le greffier et l'huissier ²⁵.

Les communes de Vissoie - Grimentz et de Vissoie - Ayer avaient le même juge que celle de St-Jean. Choisi, à tour de rôle, en chacune des trois communes, il portait le titre de juge de la paroisse de Vissoie. Cependant, toute relation d'ordre judiciaire n'était pas supprimée avec les communes de St-Luc et de Chandolin. Le 8 septembre 1818, les représentants de toute la vallée d'Anniviers prirent à l'unanimité un arrêt propre à « mettre en acte le mode invariable d'exercer l'établissement d'une police centrale dans toute la vallée ». Par là, ils ne faisaient que rétablir un ancien règlement qui instituait, à côté du tribunal de police prévu par l'arrêté du 27 septembre 1804, un second tribunal de conciliation : la police centrale. Il était composé de sept membres : le président, deux membres de chaque tiers,

²⁴ An. Sép. 1, N° 11, p. 11 ; AV, CF, thèque 19, fasc. 1, N° 5 ; Grimentz, liasse de papiers concernant le procès de 1817-1820, N° 2. Grimentz, G 7 ; Vissoie, archives paroissiales, Reg. des baptêmes, 1816 ; Ayer, D 8.

²⁵ A. Seiler, *op. cit.*, p. 481, note 8. Loi du 20 mai 1826 sur les nominations communales et désénales, art. 20 et 37, *loc. cit.*, pp. 102 et 105.

appelés « conseillers centraux » et un secrétaire, choisi parmi les conseillers. On ne sait pas ce qu'il advint de cette institution. Suit la liste des juges de la paroisse de Vissoie de 1815 à 1839 :

Louis Tabin de Grimentz (1816-1818)	Louis Vianin de St-Jean (1830)
Jean Florey (1818-1820)	Jean Theytaz d'Ayer (1833)
Etienne Savioz (1821)	Jean-Joseph Theytaz
Baptiste Theytaz d'Ayer (1822)	d'Ayer à Vissoie (1835)
Joseph Delabbé de Grimentz (1824)	Chrétien Monnier
Pierre Theytaz d'Ayer (1827)	de Grimentz (1837-1842) ²⁶



La constitution du 3 août 1839 et la loi électorale du 27 novembre 1840 permettaient l'accès de l'assemblée primaire aux bourgeois ou communiers et aux citoyens valaisans, âgés de 21 ans, domiciliés dans la commune depuis 5 ans. Cependant, le nombre des non-bourgeois ou des non-communiers ne pouvait jamais s'élever à plus du quart du nombre total des bourgeois ou communiers. Cette assemblée exerçait le referendum, nommait le châtelain et le vice-châtelain ainsi que le collège électoral et, dans l'intervalle de trente jours, elle avait droit de veto-referendum facultatif sur les lois, les capitulations militaires et les décrets de finance ou de naturalisation portés par le Grand Conseil ²⁷.

Nous n'avons rien à signaler au sujet de l'application de cette constitution, dans la commune de Vissoie, en ce qui concerne les assemblées primaires.

Le conseil général, convoqué et présidé par le président de la commune, était l'organe administratif suprême de la commune. Il se composait exclusivement des bourgeois ou communiers. Il délibérait sur l'aliénation ou l'hypothèque des biens communs, sur la réception des bourgeois ou communiers, sur les procès en appel, et sur le règlement concernant la jouissance des avoirs communaux. Il nommait les membres du conseil communal, et, parmi eux, le président et le vice-président. Enfin, il prenait annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil communal ²⁸.

²⁶ *An. Sép.* 1, N° 11, p. 11. Grimentz D 70, C 85, C 93, G 7. Ayer, cahier N° 5, 8. *An. 544. Vissoie*, archives paroissiales, Reg. des baptêmes, 1818, 1830, 1833, 1835, 1837. Reg. des mariages, 1840.

²⁷ *Constitution du 3 août 1839*, art. 49, 54 et 67, dans *RL*, t. 6, 2e éd., pp. 33-36. — A. Seiler, *op. cit.*, p. 486, notes 21 et 22. Le collège électoral nommait les députés du dizain au Grand Conseil (*Constitution du 3 août 1839*, art. 54, alinéa 1).

²⁸ *Constitution du 3 août 1839*, art. 51 et 57. — *Loi électorale du 27 novembre 1840*, art. 4 (*RL*, loc. cit., p. 147).

Les documents relatifs à la commune de Vissoie ne nous donnent aucune indication sur l'application de la loi en cette matière.

Le conseil communal était plutôt un organe exécutif subalterne de la commune, soumis à un contrôle strict ; la durée de ses fonctions était fixée à quatre ans. Composé de trois membres au moins et de vingt-cinq au plus, il faisait les règlements de police locale, administrait les biens communs et les caisses publiques, arrêtaient les dépenses, répartissait les charges et proposait au conseil général le règlement sur la jouissance des biens communaux²⁹.

Voici la liste des présidents sous cette constitution :

Président de la commune de Vissoie - Grimentz :

Joseph Rouaz de Grimentz (1838-1844)

Présidents de la commune de Vissoie - Ayer :

Louis Crettaz (1840)

Pierre Theytaz (1842)³⁰.

La constitution de 1839 n'apportait aucun changement à l'organisation judiciaire de la commune³¹.

Les juges de la paroisse de Vissoie étaient à ce moment :

Chrétien Monnier de Grimentz (1837-1842) et

François Florey (1842)³².



La constitution du 14 septembre 1844 ouvrait l'assemblée primaire aux citoyens du canton, qui n'avaient pas encore acquis le droit de cité dans la commune. Ils y participaient après un an, au lieu de cinq ans de domicile. La nouvelle charte annulait la disposition d'après laquelle les non-bourgeois ne pouvaient constituer plus d'un quart de l'assemblée primaire. Toutes les lois, les capitulations militaires, les décrets sur les finances et l'octroi de la nationalité cantonale devaient être soumis à

²⁹ Constitution du 3 août 1839, art. 52 et 67.

³⁰ An. Sép. N° 44 ; An. 584 ; Grimentz E 4 ; Vissoie, archives paroissiales, Reg. des baptêmes, 1827, 1829, 1830, 1832 et 1833. Reg. des mariages, 1828, 1829, 1831, 1832, 1835. AV, CF, thèque 19, fasc. 1, N° 5. — Ayer, cahier N° 4 bis.

³¹ Constitution du 3 août 1839, art. 42 et 58.

³² Vissoie, archives paroissiales, Reg. des baptêmes, 1842. Reg. des mariages, 1840.

l'approbation des assemblées primaires. Le nombre des conseillers communaux était de trois au moins et de quinze au plus, exceptionnellement de vingt et un. Le conseil général délibérait sur les procès où la commune était appelante. Dans les autres dispositions, la constitution de 1844 ne différait pas essentiellement de celle de 1839³³.

La commune de Vissoie - Ayer eut Thomas Savioz comme président (1845-1849). Nous n'avons pas trouvé le nom de celui de la commune de Vissoie - Grimentz. Antoine Clivaz de St-Jean fut juge en 1847³⁴.



La constitution du 10 janvier 1848, suivie de la loi du 2 juin 1851 sur le régime communal, instituait une assemblée primaire composée des bourgeois ou communiens et des citoyens valaisans âgés de 21 ans, domiciliés dans la commune depuis deux ans. Cette assemblée délibérait sur les règlements de police locale et prenait annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil municipal. Elle nommait le conseil municipal, son président, son vice-président, le juge de la commune et son substitut³⁵.

Etait alors président de la commune de Vissoie - Grimentz Joseph Rouaz (novembre 1852). Bernard Epiney d'Ayer l'était pour la commune de Vissoie - Ayer (novembre 1852)³⁶.

L'assemblée communale, ouverte exclusivement aux bourgeois ou communiens, nommait ses conseillers dont elle fixait le nombre. Ses attributions étaient celles que les constitutions de 1839 et de 1844 donnaient au conseil général³⁷.

Le conseil municipal, composé de la même manière qu'en 1844, était soumis à la réélection tous les deux ans. Il élaborait les règlements de police locale et en assurait l'exécution, sans préjudice de la surveillance du Conseil d'Etat. Il nommait ses employés, le secrétaire communal, fixait le budget des recettes et des dépenses et répartissait les charges publiques³⁸.

³³ *Constitution du 14 septembre 1844*, art. 54, alinéa 2, 55, al. 1, dans *RL*, t. 7, pp. 16-17. — A. Seiler, *op. cit.*, p. 577.

³⁴ *Vissoie*, archives paroissiales, Reg. des baptêmes, 1847. Reg. des mariages, 1845. Ayer, cahier N° 1 bis.

³⁵ *Constitution du 10 janvier 1848* (cité : *Const. 1848*), art. 49 à 51, dans *RL*, t. 8, 2^e éd., pp. 36-37. — *Loi du 2 juin 1851 sur le régime communal* (cité : *Loi 1851*), *ibid.*, p. 339, art. 2, alinéa 3.

³⁶ *Grimentz* C 85 et 86.

³⁷ *Const. 1848*, art. 53, *loc. cit.*, p. 37. — *Loi 1851*, art. 6.

³⁸ *Const. 1848*, art. 52. — *Loi 1851*, art. 4.

Le conseil communal, soumis aussi à la réélection tous les deux ans, administrait les biens et les intérêts communs. Dans les localités où il n'y avait pas de conseil communal, le conseil municipal en remplissait les fonctions³⁹.

Nous ne possédons aucun renseignement sur le fonctionnement de ces deux conseils à cette époque.

Chaque commune avait un juge et un juge substitut, nommés pour deux ans, un greffier et un huissier choisis par le juge⁴⁰.

A ce moment, Jean Zuber de Grimentz était juge de la paroisse de Vissoie⁴¹.



Selon la constitution du 23 décembre 1852, l'assemblée primaire était formée des bourgeois, des Valaisans et des Suisses, âgés de 21 ans, domiciliés dans la commune depuis deux ans. Toutefois, les citoyens suisses n'y étaient admis que pour les affaires fédérales et cantonales, sauf réciprocité. En ce cas, on permettait l'accès de l'assemblée communale aux citoyens des cantons confédérés qui accordaient l'exercice des droits politiques aux Valaisans. L'assemblée communale nommait les mêmes autorités qu'en 1848⁴².

L'assemblée bourgeoise se composait exclusivement des bourgeois et ses attributions restaient inchangées. Chacune de ces deux assemblées délibérait sur ses règlements de police, sur les règlements relatifs à la jouissance, à l'aliénation et à l'hypothèque de leurs biens et sur les procès en appel. Elles prenaient annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil⁴³.

Le conseil de la commune (municipalité) se composait de trois membres au moins et de dix-sept au plus. Ses attributions étaient les mêmes qu'en 1848 et en 1851⁴⁴.

Le conseil des bourgeois veillait aux intérêts de la bourgeoisie sous la surveillance du Conseil d'Etat.

En 1897, le village de Vissoie, au point de vue administratif, était placé entièrement sous la dépendance de deux communes ou plutôt de deux bourgemoisies : les communes d'Ayer et de

³⁹ *Const. 1848*, art. 55, 1^{er} alinéa, et 61. — *Loi 1851*, art. 7, 1^{er} alinéa, (*loc. cit.*, p. 346).

⁴⁰ *Const. 1848*, art. 43, 1^{er} alinéa (*loc. cit.*, p. 35).

⁴¹ *Grimentz*, C 85 et 86.

⁴² *Constitution du 23 décembre 1852* (cité : *Const. 1852*), art. 49, 50 et 60, alinéa 2, dans *RL*, t. 9, pp. 16-19. — Paul de Courten, *op. cit.*, p. 4.

⁴³ *Const. 1852*, art. 52 et 53.

⁴⁴ *Const. 1852*, art. 55-58 (*loc. cit.*, pp. 17-18).

Grimentz qui n'étaient pas organisées en municipalité. Il n'y avait pas d'assemblée primaire municipale. Les habitants de Vissoie, bourgeois, pour la plupart, des communes d'Ayer et de Grimentz, avaient droit de vote dans l'une ou l'autre de ces deux bourgeoisies. De plus, ces deux communes n'avaient pas de conseil municipal, d'impôts municipaux, ni de charges publiques municipales. Elles n'avaient qu'une organisation bourgeoise et elles pourvoyaient à toutes les charges publiques par des revenus bourgeoisiaux et les manœuvres étaient réglées par d'anciennes traditions. Les conseillers bourgeoisiaux d'Ayer et de Grimentz délibéraient et décidaient en commun des intérêts de quelque importance concernant le village de Vissoie ou éli-saient dans leur sein une commission de trois ou quatre membres, chargés du soin de ses affaires ordinaires. En 1898, le village de Vissoie « jouissait de son autonomie au point de vue de l'administration propre ». Comme les autres villages de la vallée, il nommait ses chefs de village et les autres administrateurs.

Voici la liste des présidents de la commune de Vissoie - Grimentz :

Joseph Rouaz (1852)	Pierre Tabin (1867)
Benoît Monnier	... Monnier (1876)
de Grimentz (vers 1855)	Daniel Rouvinez (1879-1884)
... Tabin (1859)	Théodule Monnet (1889-1892)
Pierre Tabin (1862)	Chrétien Monnier (1893-1896)
Antoine Abbé	Théodule Monnier (1897-1902)
de Vissoie (15 mai 1865)	Basile Loye (1902-1904)
Basile Monnier (24 mai 1865)	

La commune de Vissoie - Ayer eut comme présidents :

Bernard Epiney (1852-1854)	Baptiste Genoud (1874)
Pierre Theytaz (1854)	Benoît Martin (1875-1882)
Louis Epiney (1856-1862)	Chrétien Crettaz (1883)
Baptiste Genoud (1862-1866)	Louis Crettaz (1889-1891)
Chrétien Theytaz de Mission (1868)	Joachim Peter (1893-1904) ⁴⁵

L'organisation judiciaire restait la même qu'en 1848. Elle changea avec la loi sur l'organisation judiciaire du 30 mai 1896. Cette loi, encore en vigueur, attribue l'administration de la justice civile au juge de commune assisté d'un notaire en qualité

⁴⁵ AV, CF, thèque 19, fasc. 1, N° 2, pp. 2-3, N° 6, p. 9. — *Grimentz*, C 85, C 86. Comptes de la bourgeoisie pour les années 1865, 1867, 1876, 1890; *Ayer*, cahier N° 8; 13, p. 22; 14, p. 22; 20, 22 bis, 29, 40, 46, 93, pp. 16-17, 35; *Vissoie*, Reg. des baptêmes, 1859, 1867, 1876, 1879. Reg. des mariages, 1854, 1865, 1866, 1893. Reg. des décès, 1862, 1894. Zufferey, cahier 41, p. 2. AV, CF, thèque 19, fasc. 2, N° 79, p. 4. — Communication de M. Jean-Baptiste Loye ancien président de Grimentz.

de greffier. Le juge est secondé par un ou plusieurs huissiers. La justice pénale est confiée au tribunal de police, composé du conseil municipal ou d'une commission de trois membres au moins, pris dans son sein. Ce tribunal peut se faire assister d'un secrétaire ⁴⁶.

Dans la commune de Vissoie-Ayer, il apparaît en 1874 sous le nom de tribunal de simple police. En cette année, lors d'une séance, il est composé du président de la commune, d'un conseiller de la commune et d'un troisième membre remplissant la fonction de greffier. Nous donnons la liste des derniers juges de la paroisse de Vissoie avant la séparation de ce village d'avec les communes d'Ayer et de Grimentz :

Jean Zuber de Grimentz (1852-1854)	Amand Crettaz (1871-1875)
Thomas Savioz d'Ayer (1856)	Pierre Clivaz de St-Jean (1875)
Jean-François Florey (1858)	Daniel Crettaz de Vissoie (1879)
Chrétien Rion	Louis Genoud de Vissoie-Ayer
de Mayoux sur St-Jean (1859)	Jean Tabin de Vissoie-Grimentz
Daniel Epiney d'Ayer (1863-1865)	Samuel Melly
Louis Epiney d'Ayer (1865)	de Cuimey sur Ayer (1903) ⁴⁷
Louis Tabin de Grimentz (1867)	

Indépendants durant plusieurs siècles, les communiens de Vissoie furent soumis durant 102 ans à une juridiction étrangère. Toutefois, ils gardaient au fond de leur cœur l'espoir de recouvrer un jour leur ancienne liberté. Ils y travaillèrent de toutes leurs forces dès la Restauration et ils l'obtinrent en 1820. Malheureusement, en 1824 déjà, ils la perdaient à nouveau et ils durent attendre 80 ans avant de la reconquérir. Le 28 novembre 1904, ils virent leurs efforts couronnés de succès : le village de Vissoie était érigé en commune indépendante. 50 ans ont passé depuis ce jour mémorable. Les Vissoyards d'aujourd'hui, comme ceux de 1904, se réjouissent de cet événement et espèrent, avec l'aide de Dieu, conserver ce bienfait inestimable de la liberté.

P. Alexis VIANIN d'Anniviers, capucin

⁴⁶ *Const.* 1852, art. 40, alinéa 1 (*loc. cit.*, p. 13). — *Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire*, art. 1, 2, 4-6 (*RL*, t. 17, pp. 160-161).

⁴⁷ *Grimentz* C 85 et 86. — *Ayer*, cahier N° 14, p. 14 ; 17, p. 3 ; 20, 22 et 22 bis. — *Vissoie*, archives paroissiales, Reg. des baptêmes, 1858, 1859, 1867, 1875, 1877, 1879. Reg. des décès, 1856, 1870. — *AV, CF*, thèque 19, fasc. 2, N° 26. — Communication de Mme Vve Marie Tabin à Vissoie. — Cette liste, comme d'ailleurs toutes les autres, n'indique que la première et la dernière année où ces autorités sont mentionnées dans nos sources. Les dates indiquées ne signifient donc nullement que ces autorités soient entrées en charge ou sorties de fonction à ce moment exact. Il est en effet très difficile de donner des précisions, car ces autorités gardaient leur titre jusqu'au-delà de la tombe !